

LE GRAND JEU

## Kazakhstan : le président Nazarbaïev sous influence



C'est avec discrétion que les défenseurs occidentaux des Droits de l'homme ont condamné la suspension des droits civils au Kazakhstan : en effet, Washington redoute une révolution démocratique qui contesterait le pillage pétrolier du pays, organisé depuis une décennie par Condoleezza Rice. La Maison-Blanche souhaite maintenir au pouvoir le despote Nursultan Nazarbaïev, devenu un allié docile depuis qu'il a été piégé par ses protecteurs dans un scandale financier international.

page 2

### Elections britanniques : le réaligement diplomatique en débat

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES  
Les élections

britanniques auront lieu le 5 mai prochain. Le programme travailliste s'abstient de toute référence à la guerre d'Irak et une bonne partie de la presse, qui a soutenu cette opération militaire, évite également la question. À l'opposé, *The Guardian* se fait le porte-voix de tout ceux qui veulent punir Tony Blair pour son soutien aveugle à l'administration Bush.

page 8

REPÈRE : 21 AVRIL 1962

### La « Stratégie McCarthy » en action en Indonésie

Robert Martens, un grand admirateur du sénateur McCarthy, a rédigé un manuel d'action anti-communiste. Responsable de la Direction politique de l'ambassade US à Djakarta, il est bien décidé à le mettre en œuvre en Indonésie contre le Parti communiste (PKI). Suite à une réunion avec la CIA en mars 1962, Martens et ses hommes compilent des listes de près de 40 000 « cadres communistes » sur Bali et Java. Lors du coup d'État de 1965, elles sont communiquées à l'armée et aux milices locales afin qu'elles assassinent les personnes qui y figurent et leur famille. Martens explique fièrement en 1990 : « C'était une grande aide pour l'armée, nos informations étaient bien plus complètes que les leurs. Ils en ont tué des milliers et j'ai plein de sang sur mes mains, mais ce n'est pas si mal, vu que c'est des communistes ». Marshall Green, ambassadeur US de l'époque dira dans un documentaire de la BBC : « Tant que c'était des rouges qui se faisaient massacrer, personne ne disait rien. Les crimes commis étaient horribles, on a massacré des gens de manière ignoble, mais cela ne dérangeait personne ». ■



### L'OTAN VEUT SE SUBSTITUER À L'ONU AU DARFOUR

Un vif échange avait opposé la secrétaire d'État états-unienne, Condoleezza Rice, au ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, lors du sommet ministériel de l'OTAN, le 21 avril 2005 à Vilnius (Lituanie). La délégation états-unienne s'était efforcée de présenter l'Alliance atlantique comme le « premier » forum politique transatlantique au sein duquel devraient être discutées les questions habituellement traitées par l'ONU. Elle avait même proposé d'intervenir au Darfour. M. Barnier avait fermement récusé le rôle de « gendarme du monde » que les États-Unis veulent s'arroger par le biais de l'OTAN et souligné que la résolution de la crise soudanaise relevait avant tout de l'Union africaine. Sans attendre, le département d'État a exercé des pressions qui ont conduit, le 26 avril, le président Konare à demander lui-même l'intervention de l'Alliance. ■

Le grand jeu

# Kazakhstan : le président Nazarbaïev sous influence

**C'est avec discrétion que les défenseurs occidentaux des Droits de l'homme ont condamné la suspension des droits civils au Kazakhstan : en effet, Washington redoute une révolution démocratique qui contesterait le pillage pétrolier du pays, organisé depuis une décennie par Condoleezza Rice. La Maison-Blanche souhaite maintenir au pouvoir le despote Nursultan Nazarbaïev, devenu un allié docile depuis qu'il a été piégé par ses protecteurs dans un scandale financier international.**



À gauche, James Giffen, « tueur économique » devenu proche conseiller du président kazakh Nursultan Nazarbaïev que l'on voit également ici en compagnie de son épouse, à New York en plein boom du pétrole kazakh des années 90

Attendue dans le sillage des événements d'Ukraine et de Géorgie, la « révolution de velours » qui a eu lieu fin mars 2005 au Kirgyzstan a été soigneusement anticipée, mais n'a semble-t-il pas tout à fait comblé les aspirations à l'Ouest. À l'échelle de l'Asie centrale, elle a en tous cas été vécue comme un signal d'alarme par les dirigeants des pays voisins. Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on tient

compte de l'imbrication culturelle de ces républiques, créées artificiellement par Staline, mais réellement intégrées au sein d'un système continental plus complexe, théâtre du « nouveau grand jeu » qui se déroule sous nos yeux.

En Ouzbékistan, si Islam Karimov ne semble que relativement inquiet, malgré le niveau de corruption et de pauvreté du pays, c'est parce qu'il lui a conféré un rôle d'avant-poste stratégique états-unien. Aussi peut-il réprimer à loisir son opposition ; les plaintes d'ONG ou même de diplomates occidentaux restent lettres mortes. Karimov est avant tout commandant virtuel d'une « base de projection rapide » de l'armée états-unienne, plus que d'un marché potentiel ou d'une voie de passage stratégique pour la commercialisation des ressources.

Le dirigeant kazakh, **Nursultan Nazarbaïev**, a pour sa part pris les devants en faisant voter, dès la fin du mois de mars, une loi interdisant les rassemblements sur la place publique entre la clôture des scrutins électoraux et l'annonce des résultats officiels. Celle-ci vient d'être mise en application, suscitant les dénonciations des groupes d'opposition [1]. Naturellement cela suggère que le dirigeant redoute que les élections présidentielles prévues en décembre prochain, lors desquelles il sera de nouveau en course après 16 ans de pouvoir post-soviétique et une élection triomphale en 1999, ne donnent lieu au même scénario de contestation rigoureusement et grassement organisée des résultats. Là non plus, le terreau pour un mouvement démocratique soigneusement accompagné ne manque pas, mais la partie est plus subtile. Le pays dispose en effet de plus de ressources et en conséquence d'une population plus politisée car plus instruite. Ainsi, dans l'éventualité qu'une « révolution de velours » rate son envol au Kazakhstan, les États-Unis auraient beaucoup plus à perdre.

Le rapport de force traditionnellement à l'œuvre en Asie Centrale est celui des intérêts régionaux, par extension russes, face à la puissance impérialiste désireuse de contrôler une région à la fois riche en ressources et pivot essentiel pour la domination stratégique du bloc continental. Au début du 20ème siècle, la puissance britannique y exerçait des pressions afin de consolider son domaine colonial indien, contre la Russie qui défendait les frontières de sa zone d'influence et cherchait des voies de commerce vers le sud.

Aujourd'hui, en Asie centrale, l'attention de l'Empire se concentre plus particulièrement sur les gisements de pétrole et de gaz de la Mer Caspienne, sur les États possédant les droits d'exploitation et sur ceux par lesquels transitent les ressources extraites.

De ce point de vue le Kazakhstan est particulièrement bien doté, avec une production actuelle de moins d'un million de barils par jour et une projection plafonnant à 1,5 millions de barils par jour, pour ne pas baisser significativement avant 2030, alors que l'essentiel des autres pays producteurs sera dans le gouffre depuis longtemps déjà. Mais le principal problème qui sépare pour l'instant le pays de ce « plateau d'abondance » est son isolement terrestre par rapport aux voies d'exportation. Il est donc au cœur du système de gazoducs de l'Est de la Caspienne. C'est aussi le point de départ de plusieurs projets, vraisemblablement gelés en attendant les résultats d'exploitation de l'oléoduc **Bakou-Tblissi-Ceyhan** (Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie, à l'Ouest de la Caspienne, majoritairement opéré par BP-Amoco), dont la mise en service est imminente. Par ailleurs le pétrole kazakh est beaucoup plus coûteux à exploiter que, par exemple, le brut extrait autour du Golfe arabo-persique, en raison de

contraintes géologiques et climatiques exceptionnelles, ainsi que de la protection des esturgeons de la Mer Caspienne. Grâce à son caviar, cette espèce de poisson est commercialement la plus valorisée au monde. Elle se reproduit dans les eaux peu profondes où a été découvert le fameux gisement de Kashagan, l'un des deux principaux du Kazakhstan.

À l'effondrement de l'URSS, le gisement nouvellement découvert de Kashagan promettait selon certains d'égaliser les géants du Golfe arabo-persique. Jack Grynberg, un important promoteur new-yorkais, persuada alors Nazarbaïev de céder les droits d'exploitation à un consortium mené par BP, par le truchement d'un système de commissions et rétro-commissions très alambiqué, qui permit à Nazarbaïev ainsi qu'à une cohorte d'intermédiaires, nécessaires dans cette région encore plus qu'ailleurs, de commencer à alimenter des comptes offshore. C'était alors la situation générale dans tout les pays de l'ex-Union soviétique. Les coûts exponentiels des activités d'exploration et d'exploitation de Kashagan furent manifestement une surprise pour beaucoup. BP, Statoil et plus tard British Gas se retirèrent tour à tour du consortium. Finalement la compagnie italienne Agip se retrouva seule aux commandes, pendant que Grynberg, furieux, faisait pression sur l'administration Clinton afin que les entremetteurs et autres bénéficiaires du contrat foireux soient traduits en justice. Le fameux « Kazakhgate », procès-fleuve apparemment destiné à mettre fin aux pratiques de corruption des compagnies pétrolières occidentales dans la région, est ainsi né d'une arnaque, calculée ou non, dont a été victime un consortium venu prospector les ruines de l'Union soviétique. Le problème, c'est que l'argent à récupérer ne jaillissait pas du gisement de Kashagan.

L'autre gisement principal, celui de Tengiz, fut découvert par les géologues soviétiques en 1979 et, malgré ses réserves importantes, donna du fil à retordre aux ingénieurs chargés de son exploitation. Les 16 % de soufre que contenait le pétrole de Tengiz rendaient en effet son exploitation très délicate. Pourtant en 1989, grâce à l'expertise de Condoleezza Rice qui conseille George H. Bush sur la politique vis-à-vis de l'URSS, la compagnie pétrolière états-unienne Chevron s'invite au Kazakhstan dans le wagon d'un autre consortium d'entreprises de différents secteurs de l'économie venus profiter des nouvelles lois autorisant les capitaux étrangers [2]. Ce consortium est dirigé par un certain James Giffen, appelé à devenir l'homme des États-Unis à Almaty, capitale du Kazakhstan. Chevron réalise alors les investissements nécessaires, ce que ne pouvait plus se permettre l'État soviétique ruiné, et parvient à relever le défi. La compagnie, qui remercia Condoleezza Rice en lui offrant un siège à son conseil d'administration lorsque celle-ci quitta la Maison-Blanche avec Bush sénior en 1992, est depuis restée le principal opérateur pétrolier du pays d'où elle semble tirer des profits conséquents, du moins si l'on en croit les scandales de corruption auxquels elle est associée. Mais tout cela ne va pas sans heurts avec la population et l'État kazakh, qui lui a par exemple imposé 71 millions de dollars d'amende en 2002 pour avoir stocké 5 millions de tonnes de soufre à ciel ouvert et ainsi forcé la relocalisation de tout un village [3].

Durant le deuxième mandat Clinton, les déçus de Kashagan tentent donc de récupérer leur mise en plaçant James Giffen et le président Nazarbaïev, principaux individus ayant bénéficié de la réussite de Tengiz, sur le banc des accusés. Le procès s'ouvre en 2000. 70 millions de dollars déposés sur des

comptes suisses au nom de Nazarbaïev sont gelés, ce dernier prétextant qu'il les avait mis de côté pour parer à une éventuelle urgence nationale. Giffen, qui dirigeait le premier consortium issu d'un accord entre Gorbatchev et Bush avant de devenir proche « conseiller » de Nazarbaïev, est par ailleurs à la tête du groupe bancaire Merkator, membre du consortium de Tengiz, mais qui permettra ensuite à Mobil d'acheter 25 % des parts de ce même gisement. Il aide aussi Amoco et Philipps Petroleum à se hisser sur le navire Kazakh, au point de toucher à un certain moment, à titre personnel, 7 cents sur chaque baril de brut kazakh exporté. Bref, à mesure que les révélations se succèdent, Giffen incarne l'archétype de l'agent au service des intérêts de l'Empire avant les siens propres, pourtant toutes les accusations en ce sens buttent sur l'absence totale de preuves de ses liens avec une quelconque agence de renseignement.

Sur ce point précis, une parenthèse s'impose. Dans un ouvrage récent, *Les Confessions d'un tueur économique*, John Perkins a témoigné de certains aspects brutaux et secrets du système économique mondial [4]. L'auteur exercé une fonction équivalente à celle de Giffen, organisant le pillage économique au détriment de la population. Les « tueurs économiques » ont pour mission explicite de compromettre les autorités locales dans la signature de contrats publics démesurés, appuyés par de larges commissions et autres avantages, puis de les aider ensuite à se maintenir au pouvoir en les faisant chanter pour les contraindre à rendre ainsi leur pays dépendant à long terme des politiques de la Banque Mondiale et du FMI. Mais cette technique aurait vite montré ses limites si, comme l'avait expliqué son inspirateur Kermitt Roosevelt après l'expérience iranienne des années 50, l'agent en question était directement payé par le gouvernement états-unien. Perkins a dévoilé que l'astuce consiste seulement à faire embaucher et former ces agents par la NSA, afin qu'ensuite, à la solde des entreprises réalisant concrètement l'expansion du capital impérial, ils servent en sous-main, en réalité, les intérêts stratégiques supérieurs de l'Empire. Le « Kazakhgate », en conséquence, s'est donc inévitablement égaré sur des voies sans issues telles que « Giffen, agent de la CIA ? », tandis que la défense, une fois les barons du pétrole revenus à la Maison-Blanche avec George W. Bush, s'est contentée d'invoquer la non-compétence des tribunaux états-uniens dans les affaires kazakhes et l'aspect stratégique de la question pour les États-Unis. **Condoleezza Rice** étant de retour à la Maison-Blanche, elle n'avait de toutes façons pas à s'inquiéter ; le procès a été ajourné jusqu'en 2006, après l'élection présidentielle au Kazakhstan...

Maintenant, la situation se complique encore plus si l'on s'intéresse à la répartition des richesses - et donc du pouvoir - à l'intérieur du pays. Un clan d'entrepreneurs a émergé des agitations post-soviétiques au Kazakhstan, à la manière des oligarques en Russie. Trois d'entre eux, naturalisés, forment l'« Association Industrielle Eurasienne », qui pèse 5 milliards de dollars environ. Elle a des bureaux en Afrique du Sud, en Belgique et à Londres. Ils ont une influence grandissante sur la bourse de Londres et intéressent souvent les autorités financières pour des histoires de blanchiment, sans que cela n'aille très loin bien entendu. Patokh Chodiev (ou Shodiev, nationalités belge et kazakh), Alidjan Ibrahimov (Ouzbèk du Kirgizstan) et Alexandre Machkevitch (israélien et kazakh) contrôlent à eux trois un tiers de l'économie nationale (principalement pétrole, gaz, banques, métaux), et ont fait leur entrée dans le dernier classement *Forbes* des milliardaires, leurs fortunes personnelles

étant estimées à environ 1 milliard de dollars.

D'après la *Pravda* du Kazakhstan, ils auraient réussi à monter leur affaire en détournant des fonds destinés à venir en aide aux personnes victimes des essais nucléaires.

Machkevitch est également président du Congrès juif eurasiatique. Il a financé la campagne de Youchtchenko en Ukraine à hauteur de 20 ou 30 millions de dollars.

Les trois hommes ont fait l'objet d'une enquête de la justice belge en 2001 pour blanchiment, et sont proches de Nursultan Nazarbaïev.

Ce trio gagnant soutient le parti populaire qui est à peu près à égalité avec l'autre parti pro-présidentiel baptisé « OTAN » (le nom est sans rapport avec l'organisation militaire).

D'après *Le Soir illustré*, Patokh Chodiev et Alexandre Maskevitch apparaissent en Belgique en 1991, dans le cercle de Boris Birshtein. Ce dernier est depuis longtemps soupçonné d'être un mafieux russe exilé dans les années 80 pour monter des réseaux de blanchiment d'argent pour le compte du KGB dans des sociétés d'Anvers et de Bruxelles. Chodiev a fait cadeau d'un trolleybus à sa ville natale en Ouzbékistan.

La fille aînée du président contrôle la télévision nationale et l'Internet ; l'un de ses beaux-fils, la compagnie pétrolière nationale.

40 % de l'électorat est rural et kazakhophone, conservateur, loin des valeurs libérales. Son favori est Zamanbek Nurkadilov, ancien ministre des situations d'urgence, avec son parti nationaliste. 2 millions de russophones ont quitté le pays au début des années 90 à causes des menaces nationalistes kazakhs. Les forces démocratiques ont réuni un congrès le 20 mars à Alma Ata et choisi un candidat unique : Jarmakhan Tuyakbaev, ancien président de l'assemblée et ancien vice-président du parti pro-gouvernemental vainqueur des dernières élections législatives dont il dénonce la falsification après avoir couvert pendant longtemps ce genre de pratiques.

Les présidents renversés par des révolutions de velours (cette « infection politique » d'après un journal ouzbek) ont collaboré étroitement avec les États-Unis. Koutchma avait envoyé des soldats en Irak, que **Youchtchenko** retire actuellement. Chevarnadze et **Akaïev** avaient accepté des bases sur leur sol. Quand ils se sont tournés vers Poutine pour obtenir l'aide que leur refusait l'Occident, particulièrement pour l'énergie, l'investissement et le commerce, les choses se sont compliquées.

Au Kazakhstan, Nazarbaïev tente actuellement de calmer la population et prévenir ainsi l'instrumentalisation politique de ses griefs, en augmentant par exemple les pensions des personnes âgées et des étudiants, ce qu'il peut financer grâce au trésor national qui s'élève désormais à plus de 5 milliards de dollars. Mais l'opposition, qui a sensibilisé la population à la question de la corruption dans les milieux pétroliers, notamment en relayant le scandale du Kazakhgate pour ses propres intérêts politiques, peut-elle se contenter de tels gestes ? Elle réclame en effet régulièrement la renégociation des contrats pétroliers, qu'elle juge à raison basés sur un contexte dépassé et donc trop avantageux pour les « 4 sœurs ». Le réseau d'ONG, celles de **Soros** en tête, va-t-il se risquer à s'appuyer sur des tendances politiques hostiles aux intérêts qu'il représente ?

Tout laisse à penser que Nazarbaïev est pour sa part à la merci de l'industrie pétrolière anglo-saxonne, qui tient là un pion qu'elle risquerait gros à tenter de remplacer. Le peuple kazakh, lui, le mériterait pourtant.

**Arthur Lepic**

**S. Djamal**

---

[1] « Kazakh opposition decries election law changes », RFE/RL, 25 avril 2005.

[2] « U.S. consortium, Soviets sign major trade deal », par Michael Dobbs, *Washington Post*, 31 mars 1989.

[3] « The Caspian oil myth », par Patrick Eytchison, *Synthesis/regeneration*, 1er octobre 2003.

[4] *Confessions of an economic hitman* par John Perkins, Berrett-Koehler publishing, 2004.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# Elections britanniques : le réalignement diplomatique en débat

## Analyse

L'ancien sous-secrétaire à la Défense états-unien, Dov S. Zakheim, explique aux lecteurs du quotidien arabe de Londres *Dar Al-Hayat* l'importance des ONG dans la « démocratisation » du Proche-Orient. Pour lui, les États-Unis ont initié un processus de libéralisation du Proche-Orient qui doit être rendu irréversible par le soutien à la société civile. Insistant sur l'importance de donner un visage arabe à cette réforme, il récuse toute possibilité de concevoir des sociétés séculières dans les pays musulmans (bien que la Turquie soit un pays musulman laïque comme l'était l'Irak avant l'invasion). Ce faisant, il vend à l'avance à l'opinion arabe les prochaines campagnes de déstabilisation sur le modèle de la « Révolution du Cèdre », mais en passant par des ONG ou des groupes religieux.

L'une des prochaines cibles de ces campagnes de déstabilisation pourrait être l'Égypte, pays qui suscite toujours plus d'intérêt chez les faucons et qui subit une pression constante dans les médias alors même que le président Hosni Moubarak prépare sa succession. Une pression qui rappelle aux pays arabes que personne n'est à l'abri de la politique de remodelage du Proche-Orient.

La journaliste britannique Maria Golia commente l'attentat du 7 avril au souk du Caire dans le *Daily Star* et profite de l'occasion pour reprendre la vulgate rhétorique ayant permis de passer de la guerre au terrorisme à la « guerre à la tyrannie » : l'Égypte est une société sclérosée qui développe le désespoir dans son peuple et ce désespoir alimente le terrorisme. Minimisant les dernières réformes électorales promises par Hosni Moubarak, elle demande à l'Égypte d'aller plus loin. Ce texte peut être interprété comme un soutien à une tribune



publiée quelques jours plus tôt dans le même quotidien. Mona Makram-Ebeid secrétaire générale du parti d'opposition égyptien Hizb al-Ghad s'y exprime sur la réforme des institutions égyptiennes dans un texte diffusé par *Project Syndicate* et publié par le *Daily Star* et le *Taipei Times*. Bien qu'elle affirme être favorable à une réforme fondée sur l'histoire et la culture égyptienne (comme Dov Zakheim) et ne pas répondre aux pressions des États-Unis, le moins que l'on puisse dire est que son texte vise avant tout à séduire l'opinion anglo-saxonne. Elle affirme par exemple que son parti s'inspire de l'esprit qui animait l'Égypte avant la révolution de 1952, c'est à dire à l'époque du protectorat britannique, et son parti a pour projet une nouvelle constitution dont les premiers mots sont une adaptation de celle des États-Unis : « Nous, le peuple d'Égypte ». Enfin, elle affirme que les transformations du système politique égyptien sont le fruit de la politique de l'administration Bush.

Les élections britanniques auront lieu le 5 mai prochain. Elles pourraient permettre à Tony Blair d'obtenir un troisième mandat historique. Les sondages en font d'ailleurs le favori du scrutin. Dans cette campagne, le programme travailliste s'abstient de toute référence à la guerre d'Irak et une bonne partie de la presse, qui l'a soutenue, évite également la question. Le Premier ministre sortant a d'ailleurs reçu le soutien des organes de presse de l'empire de Rupert Murdoch. S'opposant à cette tendance, le quotidien de gauche britannique, *The Guardian* se fait le porte-voix de tout ceux qui veulent punir Tony Blair par les urnes pour son soutien aveugle à la politique de l'administration Bush. L'opposante irakienne, Haifa Zangana a été la première à s'insurger contre l'oubli de la guerre dans la campagne. Rappelant la propagande travailliste sur l'Irak avant guerre, elle met en évidence qu'aucune des promesses n'a été tenue : le terrorisme qui n'existait pas en Irak est aujourd'hui une réalité, la démocratie est absente et les conditions de vie des Irakiens ne se sont pas améliorées. Pourtant, aujourd'hui le gouvernement souhaite faire passer cette question à la trappe. Elle appelle les électeurs à remettre cette question dans le débat et à sanctionner M. Blair. Il ne faut pas oublier les crimes commis lors de cette guerre illégale. S'associant à ce point de vue, l'analyste des questions géostratégiques du *Guardian*, Jonathan Steele, et le journaliste états-unien, Dahr Jamail, estiment qu'à l'occasion de l'offensive contre Falloudja, les Britanniques se sont rendus complice d'un nouveau Guernica. Pire encore, au moment où Robert B. Zoellick se rend sur les lieux du crime pour voir par lui même les effets de cette attaque, Tony Blair et Jack Straw se refusent à aller constater ce à quoi ils ont participé. L'historien et écrivain britannique, Richard Gott, compare la situation actuelle aux années 1930. Retournant l'accusation traditionnelle contre les pays s'opposant à la guerre d'Irak, il estime que c'est Tony Blair, et non le « camp de la paix », qui est comparable à Neville Chamberlain. En faisant tout pour contenter les États-Unis en dépit de leur politique d'agression, il a fixé son action dans la droite ligne du signataire des accords de Munich. L'auteur appelle la Grande-Bretagne à changer de bloc d'alliance, comme l'ont fait les Espagnols, et de rejoindre l'axe continental Paris-Berlin-Moscou-Pékin contre Washington. Pour cela, il appelle les électeurs à voter pour tous les partis qui se sont opposés à la guerre, espérant qu'ils pourront former une coalition chamboulant les lignes de partages traditionnels du pouvoir.

Comme beaucoup au Royaume-Uni, l'auteur souhaite la fin du bipartisme britannique tel qu'il existe depuis près de 60 ans, espérant que le nouveau

clivage se fera sur l'attitude à tenir face aux États-Unis.

Le réalisateur et acteur britannique, Lord Richard Attenborough, militant historique du *New Labour*, essaye d'éteindre l'incendie. Toujours dans le *Guardian*, il explique aux lecteurs qu'il faut faire abstraction de la guerre d'Irak et observer les réalisations du gouvernement travailliste dans les services publics et l'aide au développement des pays pauvres. On aurait pu espérer une autre réaction au néo-colonialisme de Tony Blair, de la part de celui qui avait illustré les massacres commis par le colonisateur britannique en Inde, dans son film *Gandhi*.

Réseau Voltaire

## Collectif d'analystes atlantistes, Dov S. Zakheim

Kurtmolla Abdulganiyev,  
Peter Ackerman,  
Jacqueline Adams,  
Timothy Garton Ash, Dr.  
Ronald D. Asmus, J. Brian  
Atwood, Ned Bandler,  
Alexander Baturo, Max  
Boot, Janusz Bugajski,  
Vladimir Bukovsky,  
Zbigniew Brzezinski,  
Daniele Capezzone,  
Angelo Codevilla, Dr. Eliot  
A. Cohen Oksana Dugert,  
Alan P. Dye, Stuart  
Eizenstat, Jan Fedirko,  
Charles Gati, Theodore J.  
Forstmann, Dr. Jeffrey  
Gedmin, Newt Gingrich,  
Marcin Goral, Daniel  
Hamilton, Glen Howard,  
Bruce P. Jackson, John T.  
Joyce, Max  
M. Kampelman, Louise  
Kantrow, Farooq Kathwari,  
Roger Kimball, Rasto  
Kuzel, Mateusz  
Laszczkowski, Michael  
Ledeem, Zbigniew Lisiecki,  
Ivan Lozowy, Edward  
Lucas, Christopher J.  
Makins, Tom Malinowski,  
Jay Mazur, Michael  
McFaul, Matteo Mecacci,  
John Norton Moore,  
Joshua Muravchik, Azar  
Nafisi, Andrew Nathan,  
Diana Villiers Negroponte,  
P.J. O'Rourke, Robert W.  
Orttung, Michael Pakula,

### « Parvenir à faire des changements à long terme au Moyen-Orient »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « Achieving long-term political change in the Middle East », par Dov S. Zakheim, *Dar Al-Hayat*, 23 avril 2005.

De plus en plus de gens s'accordent sur le fait que le Proche-Orient est en train de connaître un grand changement. On a, à nouveau, une chance de relancer le processus de paix israélo-palestinien et la révolution du Cèdre a plus fait pour le départ des troupes syriennes que toutes les résolutions de l'ONU. Les élections en Irak, en Palestine et en Arabie saoudite ont soulevé l'espoir d'une nouvelle vague de démocratie dans la région. Toutefois, pour que ces promesses d'évolution s'installent durablement, il faudra du temps ; d'ici là, tout peut encore basculer.

Pour obtenir des résultats, il faudra permettre le développement d'une société civile pendant des années. Les partis politiques sont importants, mais c'est aussi le cas des syndicats, des associations culturelles ou des organisations caritatives. De tels groupes permettent de transcender les allégeances tribales et religieuses qui forment le socle des sociétés au Moyen-Orient et qui posent généralement un obstacle à la cohésion sociale. La société civile ne doit cependant pas remplacer les sources d'identité au Moyen-Orient.

Beaucoup d'Occidentaux aimeraient voir émerger des sociétés laïques, mais nous ne devons pas céder à l'impérialisme culturel à la Kipling. Après tout, l'islam est autant un mode de vie qu'une religion et la séparation de l'Église et de l'État n'aurait pas de sens dans ces pays. La société civile peut cependant créer des ponts entre l'islam, la modernité et le droit. Cela permettra de générer dans la région un style de démocratie acceptable localement.

Mark Palmer, Theodore Piccone, Michael Posner, Barbara Kuprel-Pozniak, Nina Rosenwald, Krzysztof Stanowski, Maria Rogaczewska, Jean Rogers, Richard C. Rowson, Edward Rowny, Andrei Sannikov, Randy Scheunemann, Dr. William F. Schulz, Radek Sikorski, Aleksander Smolar, Reka Szemerkenyi, Jaros Baw Szostakowski, Jennifer Windsor, R. James Woolsey, Henryk Wujec et Joanna Zurawska.



Ancien lobbyiste pour le complexe militaro-industriel états-unien, le rabbin Dov S. Zakheim est ancien Contrôleur et Directeur financier du Pentagone (2001-2004). Il est membre de la Heritage Foundation, du Council on Foreign Relations et membre, comme James Woolsey, du conseil d'administration du cabinet Booz Allen Hamilton.

## Maria Golia

Ancienne résidente d'Égypte pendant 20 ans, Maria Golia est l'auteur de *City of Sand*, un livre consacré au Caire. C'est une contributrice régulière de *Middle East International* et du supplément littéraire du *Times*.

### « Mubarak le détenu a étouffé les rêves de l'Égypte »

Source : Daily Star

Référence : « Mubarak the detainee, has stifled Egypt's dreams », par Maria Golia, *Daily Star*, 26 avril 2005.

L'attentat à la bombe au Caire, le 7 avril dernier, a causé des morts mais a également tué les illusions. La dernière fois qu'un tel événement s'était produit, c'était en 1997 et il avait fait dix morts, principalement des Allemands. D'après les autorités, le terroriste, âgé de 18 ans, aurait agi seul mais ce n'est pas rassurant. Son acte montre le désespoir de la jeunesse égyptienne. Son geste

pourrait s'expliquer par les conditions d'existence des pauvres dans le pays, mais les autorités préfèrent masquer cet aspect et le présentent comme un fanatique religieux.

L'analyste politique Daa Rashwan a déclaré dans *Al-Ahram* que l'attentat était un événement régional et démontrait la haine contre États-Unis et de leur politique dans la population. La politique de Washington dans la région n'est certes pas bonne, mais elle n'a fait qu'ajouter à un désespoir dont les gouvernements locaux sont les principaux fautifs.

L'Égypte a fait une toute petite réforme en autorisant plusieurs candidats à se présenter à l'élection présidentielle, pourtant la presse officielle présente cela comme un incroyable bouleversement. En outre, les partis d'opposition font face à de sévères restrictions liées à l'état d'urgence et le système politique a empêché l'émergence de figures publiques. Le pouvoir interdit même les manifestations publiques. Tout cela risque de mener à un nouveau mandat de Moubarak.

## Mona Makram-Ebeid



Ancienne conseillère à la Banque mondiale, chercheuse au Center For Strategic & International Studies et député égyptienne, Mona Makram-Ebeid est secrétaire générale du parti d'opposition égyptien Hizb al-Ghad et professeur de Sciences politiques à l'université du Caire.

### « La réforme en Égypte est toujours pour demain »

Source : Daily Star

, Taipei Times

Référence : « Reform in Egypt is always 'tomorrow' », par Mona Makram-Ebeid, *Daily Star*, 25 avril 2005.

« Egypt poised to set Middle East's democratic pace », *Taipei Times*, 25 avril 2005.

Les réponses à l'appel des États-Unis en faveur de la démocratie au Moyen-Orient ont été au mieux tiède. Les gouvernements arabes l'ont vu comme une provocation et l'Égypte a décidé de couper l'herbe sous le pied de Washington en faisant une contre-proposition : la déclaration d'Alexandrie au sommet de mai de la Ligue arabe. Moubarak a ensuite affirmé qu'il accorderait à l'opposition le droit de se présenter contre lui à la présidentielle. Est-ce juste une tactique ou bien est-ce une vraie proposition de réforme ?

Ce qui est clair en tout cas, c'est que les élections en Irak, en Palestine et les manifestations contre la présence syrienne au Liban ont renforcé les débats sur la réforme politique en Égypte. Il va désormais être difficile de passer sous silence les abus commis par les gouvernements arabes. Pendant trop longtemps, les régimes arabes autoritaires ont engendré la pauvreté, la corruption et la frustration des populations, entraînant un développement de l'islamisme. Aujourd'hui, il y a une grande nostalgie parmi la population pour la période d'expérimentation libérale qui dura des années 20 à la révolution de 1952. Les aspirations de cette époque ont inspiré la naissance d'un nouveau parti, Hizb al-Ghad, le parti de demain.

Ce parti vient de produire une proposition de nouvelle constitution. Elle devrait permettre de revigorer la vie politique égyptienne. Ce texte commence par " Nous, le peuple d'Égypte ". Par ce texte, nous voulons remettre en cause l'ordre

politique d'Égypte. Nous proposons la fin de l'état d'urgence, la réduction des pouvoirs du président et l'introduction d'une élection présidentielle pluraliste et directe. Le parti national démocratique au pouvoir n'est pas d'accord avec cette réforme et souhaite une évolution des institutions sans remettre en cause la constitution. Cette différence de point de vue ne doit cependant pas nous détourner de la vraie question : la réforme de l'Égypte. Les voix libérales en Égypte ne sont pas une conséquence des initiatives US, elle sont le fait d'un courant national.

## Haifa Zangana



Haifa Zangana est une romancière et peintre irakienne.

### « Blair a un jour fait une promesse aux Irakiens »

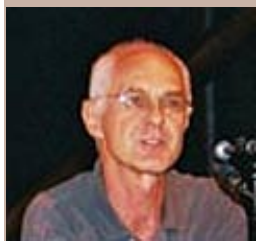
Source : The Guardian

Référence : « Blair made a pledge to the Iraqis once », par Haifa Zangana, *The Guardian*, 22 avril 2005.

Je viens de recevoir un tract électoral de **Tony Blair** dans le cadre de la campagne. Il n'y est absolument pas fait mention de l'Irak. Qu'est-il arrivé aux Irakiens, eux qui étaient présentés comme le sujet politique le plus important à la veille de la précédente élection ? Pourtant, Blair avait fait trois promesses aux irakiens à l'occasion de cette campagne : renverser Saddam Hussein, vaincre le terrorisme et établir la démocratie et les Droits de l'homme dans le pays. Deux ans après, on sait qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak, que le pays n'avait pas de liens avec le " terrorisme ", mais le pays est désormais rempli de kamikazes. Les élections en Irak ont eu lieu mais elles ont été menées pour satisfaire l'opinion publique internationale, pas les Irakiens. Blair s'était montré passionné, à la chambre des communes, pour convaincre les députés d'accepter la guerre au nom des Droits de l'homme. Pourtant, aujourd'hui, la situation sur ce point ne s'est pas améliorée et les Irakiens n'ont pas plus de nourriture. Il y a toujours quatre millions d'Irakiens exilés et leur nombre augmente. Le nombre de kidnappings explose. Il y a 17 000 détenus en Irak, pour la plupart aux mains des États-Unis et d'après **Human Right Watch**, ils subissent des tortures et des mauvais traitements, y compris des enfants. D'après certains rapports d'**Amnesty International**, des femmes sont prises en otages par la Coalition pour que leurs maris se rendent. A Falloudja, la nourriture a été utilisée comme une arme contre les civils. Lors de l'invasion, des armes illégales ont été employées.

Cela, ni Tony Blair ni **Ann Clwyd**, son envoyée spéciale pour les Droits de l'homme, n'en parlent. Les Britanniques ne peuvent pas permettre à Blair d'oublier cette guerre.

## Jonathan Steele, Dahr Jamail



Jonathan Steele est commentateur pour les Affaires étrangères au *Guardian*. Il a été l'auteur en 1984 de *The Limits of Soviet Power*.



Dahr Jamail est un journaliste indépendant états-unien travaillant en Irak.

## « C'est notre Guernica »

Source : The Guardian

Référence : « This is our Guernica », par Jonathan Steele et Dahr Jamail, *The Guardian*, 27 avril 2005.

**Robert B. Zoellick** est l'archétype de l'apparatchik du gouvernement états-unien : un esprit technique brillant mais totalement dépourvu d'expérience du front. Pourtant, il a fait quelque chose ce mois ci qui a rendu honteux **Tony Blair** et **Jack Straw**. Lors de leur visite en Irak, les deux hommes n'ont jamais mis un pied en dehors de la zone verte. Lui, il a demandé à se rendre à Falloudja. Vous vous souvenez de Falloudja ? Cette ville de 300 000 habitants censée avoir été le foyer de la résistance sunnite ?

Les États-Unis ont tenté deux fois de détruire ce symbole de la résistance. La première fois, ce fut en avril de l'année dernière. Toutefois, quand l'offensive commença, même des politiciens qui avaient accepté ou soutenu la guerre ce sont opposés à ce qu'on bombarde une ville entière à cause de la présence de terroristes dans ses murs. La deuxième offensive eut lieu six mois plus tard. Elle fut précédée d'une grande campagne de propagande sur la présence de Zarkaoui dans la ville. L'offensive fut menée dans l'indifférence générale. Les Britanniques furent associés à cette attaque en envoyant des troupes pour bloquer les routes permettant de sortir de la ville. L'offensive fit entre 1300 et 2000 morts selon les sources. Tous ont été étiquetés " terroristes " par la coalition. Les journalistes embarqués ont filmé des abus sur des civils désarmés par les troupes états-uniennes.

Zoellick s'est rendu à Falloudja et il a entendu des Irakiens se plaignant des conditions de vie dans la ville depuis l'offensive et du comportement des troupes états-uniennes et irakiennes. Les témoignages recueillis par les journalistes lors de cette visite sont formels : l'offensive n'a rien fait pour calmer l'insurrection. Au contraire, des milliers de sans-foyers ont des raisons de haïr les États-Unis et leurs alliés. On peut au moins reconnaître à Zoellick le mérite d'être allé sur place voir les résultats. Blair et Straw ne l'ont pas fait. Ils n'ont pas voulu voir ce Guernica moderne.

## Richard Gott

Historien et écrivain,  
Richard Gott est co-auteur  
de *The Appeasers*.

### « « Le Premier ministre est un criminel de guerre » »

Source : The Guardian

Référence : « The prime minister is a war criminal », par Richard Gott, *The Guardian*, 26 avril 2005.

**Tony Blair** est le pire Premier ministre britannique depuis Neville Chamberlain, un personnage avec qui il a de nombreux points communs. Comme Blair, Chamberlain était un homme arrogant, excellent orateur, fervent croyant pensant être en contact direct avec Dieu, pouvant compter sur une forte majorité et un gouvernement sans relief pour le freiner. Il mena sa politique entouré d'assistants aussi ignorants que lui dans le domaine de la politique étrangère et cette dernière contribua au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Comme Neville Chamberlain, Tony Blair se montre apaisant avec une menace globale comparable à l'Allemagne des années 30. Au lieu de faire une coalition avec les Européens, les Russes et les Chinois, Blair se tient du côté de l'empire du mal et il a fait participer la Grande Bretagne à une guerre d'agression. Il faut que le parti de la guerre soit vaincu lors de la prochaine élection.

Le slogan le plus populaire dans cette campagne est " Blair doit partir ". Il y a une majorité dans ce pays qui le souhaite. C'est un criminel de guerre dont la place est en prison, pas candidat à une élection. Toutefois, les partisans travaillistes ont du mal à avaler la culpabilité globale de leur parti. Il est difficile pour eux d'accepter que leur parti se décompose et que, compte tenu de son action récente, cette décomposition soit un événement positif. Les conservateurs ne valent toutefois pas mieux et sont les complices des crimes de Blair. Lors de la dernière élection, j'ai choisi l'abstention et je suis encore tenté. Toutefois, aujourd'hui, il y a une possibilité de renverser le système politique actuel en votant pour les libéraux-démocrates, Respect ou bien les Verts. On ne devrait pas non plus avoir honte de voter pour les conservateurs qui se sont opposés à la guerre.

Lors de cette élection, nous pouvons à la fois ramener nos troupes à la maison et transformer notre vie politique.

## Richard Attenborough



Lord Richard Attenborough est acteur, réalisateur et producteur britannique, il a notamment réalisé *Ghandi*. Il est militant du *New Labour*.

### « Toujours travailliste malgré l'Irak »

Source : The Guardian

Référence : « Still Labour, despite Iraq », par Richard Attenborough, *The Guardian*, 26 avril 2005.

J'ai voté pour la première fois pour le parti travailliste il y a 60 ans. Je l'ai rejoint car j'étais convaincu de la nécessité des changements fondamentaux dans l'administration du pays et je croyais passionnément aux principes du bien commun. Avant moi, mes parents avaient fait partie du tout jeune parti travailliste.

Ces liens anciens ne signifient pas que je suis d'accord avec tout ce qu'a fait le gouvernement. Je me suis même fortement opposé à la Guerre d'Irak. Toutefois, je suis convaincu de l'honnêteté du Premier ministre. Je continue de croire qu'il agit en pensant faire au mieux. Toutefois, la différence de point de vue, même majeure, sur la question de l'Irak, ne m'empêchera pas de voter travailliste. Il reste trop de choses à faire chez nous et trop de choses qu'il reste possible de défaire.

Je voudrais demander à ceux qui pensent s'abstenir ou voter pour un autre parti de se souvenir pourquoi nous avons soutenu les travaillistes. Nous avons embrassé sa cause pour améliorer la vie des gens et c'est ce que ce parti a fait. Il a amélioré les services publics et donné de meilleures opportunités aux plus pauvres. Je suis fier de l'aide apportée au reste du monde par le gouvernement. La réaction au tsunami a montré que le monde est désormais un tout. **Tony Blair** et **Gordon Brown** ont également fait beaucoup pour aider l'Afrique. Pour toutes ces raisons, le gouvernement Blair continuera à avoir mon soutien.